



THIERRY AFSCHRIFT
PROFESSEUR
ORDINAIRE À L'ULB

Une médaille d'or (fiscale) pour la Belgique

Mul ne sait si les Jeux olympiques auront vraiment lieu cette année. Ni donc si notre pays y gagnera l'une ou l'autre médaille. En revanche, il en est une qu'il recueille de façon systématique : celle du plus haut niveau de taxation pour les salaires.

Ce n'est pas la plus recherchée mais la suprématie belge dans ce domaine est constante. Une nouvelle étude de l'OCDE vient de le montrer. Dans "Taxing wages 2021", il est constaté qu'en 2020, un travailleur belge sans enfant payait sur son revenu professionnel 51,5 % du coût salarial. Pour être clair : l'Etat prend une plus grande part du revenu de son travail que ce qui lui reste à lui-même.

On dit souvent qu'il s'agirait de la rançon du progrès, et qu'il en serait ainsi de tous les pays développés. Cela n'est pas exact : l'OCDE est précisément le "club" des pays les plus industrialisés. Or, la moyenne des 37 pays qui le composent est, en ce qui concerne la taxation du travail, de 34,6 %. Soit considérablement moins que le niveau belge.

Ces chiffres constituent un désaveu cinglant pour le gouvernement de Charles Michel qui a mené les politiques ayant abouti au niveau de taxation de 2020. On rappellera que son mot d'ordre était de... réduire le niveau de taxation sur les revenus du travail. On voit à présent ce que cela a donné.

C'est bien la preuve que les mesures du type *tax shift* annoncées à grand renfort de propagande n'ont servi à rien puisque les travailleurs belges sont toujours les plus écrasés par la pression fiscale et parafiscale. On reconnaîtra néanmoins que lorsqu'ils ont des enfants, leur situation est un tout petit peu moins dramatique. Dans ce cas, ils ne sont plus soumis au niveau de taxation le plus élevé du monde mais seulement au cinquième...

Cet échec est celui d'un gouvernement qui, dans les chiffres, paraissait pourtant celui qui avait les meilleures capacités d'orienter enfin la politique belge vers un système avec moins d'impôt et moins d'Etat. Que dire alors de ce qui

attend les travailleurs belges avec nos actuels dirigeants, beaucoup plus collectivistes encore, et dans un climat économique mondial où réapparaît, notamment chez les démocrates américains désormais au pouvoir, une politique de "tax and spend"?

Ce système, aussi appelé régulièrement "big government, high taxes", vient pourtant de prouver partout son inefficacité totale dans la gestion de la pandémie. A tous les niveaux, on a pu constater que l'Etat était non seulement un piètre stratège mais aussi un très mauvais organisateur et un logisticien calamiteux. Et cela n'a fait que confirmer ce que l'on savait déjà : confier une mission à l'Etat, c'est pratiquement toujours s'assurer du plus mauvais rapport qualité/prix.



Avec des impôts beaucoup plus élevés, l'Etat belge fournit des prestations beaucoup plus médiocres que des pays beaucoup moins taxés comme la Suisse ou la Nouvelle-Zélande.

Le niveau de taxation des travailleurs en est un excellent indice : avec des impôts beaucoup plus élevés, l'Etat fournit des prestations beaucoup plus médiocres que des pays beaucoup moins taxés comme la Suisse ou la Nouvelle-Zélande, dans des domaines aussi essentiels que la qualité des infrastructures, notamment routières, le niveau des pensions de retraite, la gestion des soins. Contrairement à ce qu'on entend fréquemment affirmer, il n'y a donc absolument aucune corrélation entre le niveau de taxation et le bien-être. Ou alors, serait-on parfois tenté d'affirmer, celui-ci est justement inversement proportionnel au niveau des charges publiques. **t**